

POUR UNE CONCEPTION ANARCHO-SYNDICALISTE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE: POUR LA LIBERTÉ, CONTRE LE CAPITAL!

On a l'habitude de considérer comme allant de pair libéralisme et capitalisme, parce que la formation, l'accumulation du capital sont des conséquences du développement d'une économie libérale. Si le libéralisme est une doctrine séduisante pour des libertaires, c'est une utopie et il est facile de montrer que voulant laisser une entière liberté aux individus, son application conduit à leur esclavage. Le capital, si on essaie de le justifier par l'accumulation des richesses est condamnable puisque le but de toute activité humaine ne devrait pas être la recherche de l'intérêt personnel mais la satisfaction des besoins de tous. On peut considérer, sans pour cela cesser d'être anarchiste, que dans un régime économique l'épargne dite «forcée» est plus salubre pour la constitution du capital technique que l'épargne dite libre.

Libéralisme et intérêt collectif

Le fondement du libéralisme est la primauté de l'intérêt personnel parmi les mobiles des actions humaines. L'individu est l'unité de la société, les groupes, les institutions dérivent de lui, existent par lui: voilà qui peut attirer bien des individualistes vers cette doctrine. Pour accepter le libéralisme, il faut être persuadé de cette primauté, être certain que l'intérêt personnel ne s'opposera pas à l'intérêt collectif. Or, dans tout régime capitaliste si l'intérêt apparent de l'ouvrier est analogue à celui de son patron lorsqu'ils recherchent une productivité maximum des moyens de production, il est certain que la recherche d'un profit pour l'entrepreneur peut être contraire à l'intérêt collectif. Intérêt personnel, loi du moindre effort permettent à la société de s'édifier d'elle-même: l'individu travaille pour le marché, c'est-à-dire pour ce qui est susceptible de lui procurer des bénéfices dans une société qui utilise la monnaie, étant bien entendu que les prix s'établiront en fonction de l'offre et de la demande. Dans la recherche du profit l'entrepreneur va s'ingénier à découvrir les désirs de la clientèle et essayer de les satisfaire: ainsi doit se faire, automatiquement l'ajustement de l'offre et de la demande.

Mais ce que ne disent pas toujours les libéraux, c'est que, profitant d'une situation favorable sur le marché, le producteur, recherchant un profit maximum, cherche à augmenter ses prix le plus possible: s'il est seul, ou si l'offre de produits est inférieure à la demande il n'y a aucune raison pour lui de ne pas bénéficier de cette situation privilégiée, et cela au détriment de l'intérêt collectif. Et même si les libéraux affirment que la concurrence tend à rétablir progressivement l'équilibre (ce qui n'a pas été montré par l'histoire, puisque la concurrence n'a pas empêché l'existence de trusts, cartels, monopoles), nous ne voulons pas subir les conséquences des inégalités sociales, conséquences de cette liberté qui établit la domination du capital. Les libéraux sont obligés de recourir à l'État et vont jusqu'à le considérer comme un «agent de libération»... s'il assure le jeu correct des prix. Nous ne voulons pas d'un ordre économique réalisé à ce prix (en admettant qu'il soit réalisable). L'ordre socialiste, rationnel inspiré par des considérations d'ordre logique et non plus affectif paraît bien plus valable. Mais nous devons rejeter l'autorité sur laquelle il s'appuie.

Capital et revenu

L'individualisme ne peut exister que s'il reconnaît la propriété privée individuelle, qui est à l'origine de la constitution du capital, source de revenu pour l'entrepreneur. L'évolution de la notion de capital en économie tend au résultat suivant: ne pas séparer capital et revenu. Si l'idée première a été celle du capital «avoir de l'individu» («les valeurs accumulées sont ce que l'on appelle un capital» - Turgot), la destination du capital apparaît dans sa définition avec Adam Smith qui considère un «fonds de production» distinct du «fonds de consommation». La définition de Stuart Mill envisage déjà le capital comme une accumulation de travail. Pour les économistes de la fin du XIX^{ème} siècle, le revenu devient l'élément essentiel du capital: «le capital est la richesse durable qui donne naissance au revenu» (Léon Walras); «la propriété du capital n'a d'autre signification que la possession d'un revenu possible de ce capital» (Irving Fischer). Enfin, Marx, estimant que seul le travail est productif, distingue deux capitaux: le capital constant, outillage, machine, qui n'est pas productif et reproduit sa juste valeur, et le capital variable qui est le «fonds alimentaire» destiné à permettre

au travailleur de subsister, seul productif dans la mesure où l'employeur fait travailler l'ouvrier plus que le temps nécessaire à couvrir ce fonds de subsistance.

Nous considérons que la thèse de Marx sur la plus-value fournie à l'entrepreneur par le travail est toujours valable, même si les économistes modernes prouvent que le capital que Marx appelle «*constant*» a une productivité (productivité qu'ils arrivent paraître à chiffrer). L'ensemble de ces notions conduisent à envisager à l'heure actuelle le capital sous trois formes:

- capital technique: ensemble de biens intermédiaires destinés à rendre plus efficace le travail humain. Le capital ainsi considéré existe forcément sous tous les régimes libéraux, socialistes et même anarchistes, permet de montrer que le capital est du travail accumulé, la production de ces biens intermédiaires étant réalisée par le travail humain et que le revenu d'un tel capital ne peut être attribué qu'à ceux qui en sont l'origine: les travailleurs et non pas seulement à celui qui détient le capital;

- capital comptable: ensemble des éléments permanents d'une entreprise, intéressant dans un régime monétaire puisqu'il va permettre la pratique de l'amortissement;

- capital juridique, approprié ou non par les individus: c'est l'ensemble des valeurs susceptibles de fournir un revenu à son propriétaire; capital réduit dans certains régimes collectivistes; capital que nous n'estimons pas valable puisque le seul fait d'être propriétaire ne peut pas donner droit à un revenu. Deux solutions sont possibles pour éliminer cet inconvénient: la suppression de ce capital, donc du revenu ou la redistribution de celui-ci.

Le choix des anarchistes-communistes est fait: la propriété privée doit disparaître. Dans les régimes capitalistes, on constate une double évolution du régime de la propriété: extension de son domaine, création d'une propriété littéraire et artistique, industrielle, commerciale, intervention de plus en plus grande de l'État pour défendre les intérêts individuels, la propriété de l'État devenant une autre forme de propriété privée. La propriété collective des biens de production dans un régime collectiviste comme celui du double secteur réalisé en U.R.S.S. n'atteint pas le but que nous recherchons, c'est-à-dire ne supprime pas l'inégalité des revenus: il existe un secteur privé dans lequel l'individu reste propriétaire de la maison, du jardin, d'objets d'usage courant, il existe une monnaie et un marché libre où joue la loi de l'offre et de la demande.

Capital et épargne

La formation du capital technique suppose la constitution d'une épargne et l'affectation de cette épargne à la production de biens capitaux.

Lorsque l'épargne est libre (dans un régime capitaliste) l'individu se décide à épargner lorsqu'il considère que la satisfaction que lui procureront les biens qu'il pourra acquérir dans un proche avenir est supérieur au coût, à la peine que représente pour lui sa privation actuelle. La constitution de l'épargne dépend donc des habitudes, des goûts, de l'éducation des membres de la société, mais n'est jamais le résultat d'une étude scientifique des besoins de capitaux, n'a jamais un caractère organisé parce qu'elle est laissée à l'appréciation de chacun. L'épargne forcée, au contraire, provient d'une décision prise par un groupe de sujets économiques et imposée à d'autres, décisions prises par les assemblées dans les sociétés anonymes, par l'autorité publique en cas de rationnement ou d'imposition des sociétés, par exemple. Le but recherché est la constitution du capital propre à répondre aux besoins de la production en vue de la consommation; le «*groupe de sujets*» qui prend les décisions est le même que celui qui subira leur effet; nous sommes plus prêts de cette épargne forcée que de l'épargne libre.

D'autant plus que, dans l'économie capitaliste, en ce qui concerne les investissements, les politiques des banques, des sociétés anonymes (auto-financement) est primordiale. On y rencontre la divergence entre le désir des épargnants et la volonté des entrepreneurs, et si cette épargne demeure libre en théorie, la liberté de l'épargnant est plus ou moins affectée, du fait de la pression de certains groupes. Dans un système d'économie planifiée, le plan a prévu non seulement le volume des capitaux à épargner, mais aussi l'investissement de l'épargne: la consommation de certains produits peut être restreinte pour favoriser la production d'autres produits mais cette restriction raisonnée doit devenir évidente pour les épargnants.

En conclusion, empêcher l'appropriation des biens, supprimer l'héritage, abolir la propriété privée des biens de production et de consommation, contribuer à résoudre les problèmes posent quant au capital, surtout tous les problèmes de production, de consommation et de répartition n'apparaissent pas pour autant. Les doctrines économiques évoluent avec le temps et le libéralisme est mort longtemps... L'anarchie, réelle comme une doctrine économique peut sembler une

Éliane VERNON.